

[partn.](#)

Organisation communautaire et crise économique

Le Président de la Réserve fédérale, M. Ben Bernanke et le prix Nobel d'économie, de cette année, Paul Krugman ont exprimé, ces derniers jours, leur soutien aux mesures d'incitation fiscales devant faire face à la crise économique. Le recours délibéré du gouvernement des Etats-Unis à l'instrument fiscal en vue de faire redémarrer l'activité économique et la croissance et inverser la tendance baissière est un héritage du New Deal que le Président Franklin Roosevelt avait mis en place lors de la grande dépression. Il est aussi l'élément clef du changement de paradigme keynésien dans l'économie moderne.

Pour aider le pays à sortir du marasme économique actuel, le sénateur Barack Obama préconise de promouvoir une stratégie d'investissements publics dans les infrastructures et de réduire "au scalpel" les dépenses budgétaires fédérales du fait de sa précision en la matière.

De son côté, le sénateur John McCain a exprimé son souhait de geler les dépenses à tous les niveaux – ce qui revient à appliquer « la hachette » en matière budgétaire, laissant entendre, par là, qu'en période de profonde récession économique, le gouvernement se rend coupable en effectuant des dépenses, quelle qu'en soit sa nature.

La question est donc : quel genre de programmes peut, à travers l'accroissement des dépenses publiques, résulter de la mise en œuvre expéditive de projets publics générant des bénéfices disparates, promouvoir l'emploi et résoudre les problèmes économiques préoccupants et dissiper les appréhensions qui deviennent une réalité? La réponse est que les programmes qui intègrent les organisateurs de communautés pour le développement, du fait qu'ils catalysent les éléments de retour à une économie durable. Ceci, lorsque les populations locales, qui vivent côte-à-côte, mettent en place et tirent profit des actions de développement qu'elles ont, par ailleurs, conçues en commun.

Les projets issus des groupes de communautés se concrétisent, pour peu qu'ils reflètent les intérêts divers de ces derniers, la situation locale et leurs besoins les plus pressants. Il peut s'agir de l'implantation d'un canal d'irrigation, la construction d'une route, d'une école, d'une clinique, d'un centre communautaire ou d'une coopérative.

Comme il peut également s'agir d'une petite activité génératrice de revenus, d'un centre de formation, d'un projet relevant de la santé

[Une bataille démocratique pour le poste de Premier secrétaire](#)

[Un schisme salutaire en Afrique du Sud ?](#)

[Agadir : Université Ibn Zohr](#)

[Le communiqué d'Al Adl wa Lihsan tombe mal](#)

[Entretien avec l'universitaire Omar Bendourou](#)

[Le championnat GNFE I bouclera, ce dimanche, son premier tiers](#)

[Au club scientifique de l'Association Bouregreg à Salé](#)

[La filiale de Veolia Environnement se mobilise pour préserver la façade côtière de Rabat-Salé](#)

[Collège Sidi El Mandri](#)

[Entretien avec le directeur de la chaîne régionale de télévision de Laâyoune](#)

[Pour un compromis constructif](#)

publique, de plantation d'arbres et de programmes liés à la promotion des jeunes et des femmes.

Ils peuvent également avoir trait à la confection, l'agriculture, l'amélioration de l'environnement et à la combinaison novatrice de tous ces projets.

Les investissements publics, qui sont pilotés localement, ont souvent des répercussions directes et presque immédiates sur les populations locales et leurs organisations. Ainsi, des emplois sont créés et des revenus générés au niveau local, à mesure que les projets mis en œuvre impliquent le travail, les matières premières et l'action. Le contrôle local, la propriété et les avantages y afférents sont autant d'éléments susceptibles de favoriser la bonne marche de projets communautaires.

Le gouvernement et la société civile sont investis dans la conduite du développement et d'autres domaines de compétence de la population locale, avec l'idée que les groupes locaux vont œuvrer ensemble pour la poursuite du développement et du renouveau.

Les expériences de collaboration contribuent, quant à elles, à l'amélioration des capacités de prise de décision des individus, des groupes et des institutions ; elles ont de plus le mérite de permettre le partage du risque. Les conditions d'une économie plus diversifiée et plus adaptée s'en trouvent ainsi favorisées.

De quelle manière les mesures d'incitation fiscale du gouvernement fédéral peuvent-elles réaliser le développement humain, créer des infrastructures qui sont définies et gérées au niveau local?

Primo, considérer que les projets d'infrastructures publiques de cette nature sont déterminés durant les réunions participatives de planification locale avec le concours des "facilitateurs" locaux qui aident à leur organisation. Les Corps de la Paix américains et autres volontaires communautaires, peuvent être de grands facilitateurs pour le dialogue communautaire et l'évaluation des opportunités y afférentes.

Deuxio, l'établissement de partenariats Université/

Communauté permet de favoriser le travail entre les étudiants universitaires et les communautés, en vue d'identifier leurs besoins propres et d'apporter leur soutien dans la mise en œuvre des projets qui les intéressent.

Les gouvernements locaux peuvent identifier, dans le domaine qui est le leur et à long terme, de réelles opportunités de développement et de croissance multisectoriels.

Une bonne initiative de réforme relative à l'orientation religieuse de la Maison Blanche peut être un plus grand catalyseur de projets relevant de biens publics communautaires.

Dans cette approche de mesures d'incitation fiscale adoptées par le gouvernement fédéral, deux domaines principaux auraient besoin d'être encouragés :

-la formation des étudiants universitaires, des volontaires et des citoyens locaux, y compris les retraités, dans le cadre des approches de planification des communautés, les plus larges, et des organisations impliquées dans le

Autres chroniques :

[Un schisme salutaire en Afrique du Sud ?](#)

développement.

– la mise en œuvre de projets que les populations et les groupes locaux ont eux-mêmes déterminés, est d'une grande importance pour eux. Elle implique, par ailleurs, l'établissement de partenariats. Les incitations économiques sous forme d'investissements communautaires génèrent, à court et long termes, les revenus nécessaires pour aider la population, voire la nation, à sortir de la récession économique (notamment à travers une injection immédiate de capitaux et la création d'emplois productifs) et renouer avec une croissance transformationnelle de toutes les couches de la société.

Il semblerait qu'elle soit également une approche sûre et compensatoire étant donné l'énorme coût que le renflouage des banques aura engendré pour la communauté. Les infrastructures publiques, à l'échelle communautaire, sont aussi un moyen d'impliquer davantage les gens et les familles en vue d'une reprise économique. Quand les mesures incitatives touchent directement la communauté et qu'elles ciblent les priorités que celle-ci s'est elle-même fixées pour son développement, elles ne peuvent que susciter l'énergie, les idées et l'engagement des gens tout en contribuant au succès d'une telle initiative.

\* président de la Fondation  
du Haut Atlas

Par **Yossef Ben-Meir** \*

libération 33, rue amir abdelkader. bp 2165. casablanca. maroc  
Tél:022.61.94.04 / 022.62.32.32 / Fax: 022.62.09.72

copyright © 2000 libération. tous droits réservés.